

La lettre du Printemps

Professions, Institutions, Temporalités

n°9

Juillet 2021



Edito

Avec cette Lettre, nous terminons une année 2020 - 2021 qui a été bien difficile pour notre laboratoire et pour l'enseignement supérieur et la recherche dans son ensemble. Nos tâches d'enseignement et nos manières de transmettre ont été profondément transformées et même mises à mal par les confinements que nous avons vécus depuis octobre. Nous avons été et restons inquiet-es pour nos étudiant-es, leur santé mais aussi leurs rapports aux études. Il nous faut indiquer que sur ce plan comme sur tous les autres, nous n'avons guère eu l'impression d'avoir été soutenu-es par notre ministre, bien au contraire. Quoi qu'il en soit, on ne peut qu'espérer que sur le plan de l'enseignement, l'année 2021 - 2022 permettra une certaine forme de retour à la normale.

Pour ce qui est de la recherche, nous avons réussi à poursuivre nos activités collectives, largement sous la forme de webinaires. Je tiens aussi à insister sur le grand succès de la journée que nous avons organisée autour de l'écriture inclusive, journée qui se voulait une réflexion scientifique mais aussi pratique sur ces

nouvelles manières d'écrire et de publier. Le passage en visio-conférence, qui a été très frustrant pour ses organisateurs-trices, aura paradoxalement permis une présence plus nombreuse et moins parisienne. Nul doute qu'il y aura sans doute des leçons à tirer de ces moments et de nos apprentissages contraints du travail scientifique à distance.

Comme on le lira dans la Lettre, l'activité de recherche n'a pas faibli, plusieurs soutenances de thèses ont eu lieu, et les publications de même que les projets de recherche collectifs sont nombreux. Envers et contre tout, et comme l'ensemble des collègues de sciences humaines et sociales, nous continuerons de nous battre pour pouvoir poursuivre notre travail de recherche et d'enseignement et pour défendre les conceptions et les valeurs que nous portons dans nos métiers.

Laurent Willemez,
Directeur du laboratoire Printemps

Sommaire

L'entretien, Laure de Verdalle	p. 2
La recherche au Printemps	
Histoire des activités sociales de La Poste depuis l'entre-deux-guerres jusqu'à nos jours	p. 3
Une sociologie du télétravail ancrée dans les organisations	p. 3
Les soutenances de thèse	p. 4
Les rapports de recherche	p. 4
Les publications	p. 5



Laboratoire PRINTEMPS
UMR 8085 (UVSQ/CNRS)
Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
47, boulevard Vauban - 78047 Guyancourt
Tél. : 01 39 25 56 50
contactprintemps@uvsq.fr
www.printemps.uvsq.fr | @Labo_Printemps

PRINTEMPS
Professions, institutions, temporalités



L'entretien

Laure de Verdalle, un parcours de recherche entre la France et l'Allemagne

Laure de Verdalle est directrice-adjointe du laboratoire Printemps. Elle a accepté de revenir pour La Lettre du Printemps sur son parcours entre France et Allemagne, sur son séjour au centre Marc Bloch et sur ses projets de recherche.



« Comparer la nomenclature des professions en France et en Allemagne, je le ferai un jour »

Qu'est-ce qui t'a conduit au centre Marc Bloch ?

J'ai toujours aimé l'allemand. J'ai d'ailleurs réalisé ma maîtrise de sociologie à Berlin en 1997-1998, qui portait sur le Berliner Ensemble, un théâtre fondé par Brecht à Berlin-Est, à son retour d'exil. Lors de ce séjour à Berlin, j'avais été frappée par les débats autour de la réunification culturelle. Nous étions moins de dix ans après la chute du mur, et Berlin comptait beaucoup d'institutions culturelles « en double », il y avait même trois opéras, ce qui s'expliquait par la situation particulière de cette ville longtemps coupée en deux. La question de l'éventuelle fermeture de certains lieux culturels était alors très sensible.

En 2000, j'ai débuté ma thèse qui analysait la réorganisation du monde théâtral de la RDA après la réunification. A cette occasion j'ai découvert le centre Marc Bloch. En 2003 j'ai soutenu ma thèse puis, en 2005, j'ai été recruté au CNRS, au laboratoire Printemps. Mais après 2005, je n'ai plus tellement travaillé sur l'Allemagne.

Quand as-tu renoué avec ta germanophilie ?

Dans les années 2010, j'ai participé à une ANR, EURQUA, impliquant des membres du laboratoire Printemps. Elle portait sur la manière dont le travail et l'emploi sont catégorisés dans les pays européens. Avec Tristan Poullaouec (CNES, Nantes) nous étions chargés du volet allemand et nous avons fait passer des questionnaires en Allemagne. Cela m'a redonné envie de conduire des projets là-bas et en 2018 j'ai obtenu mon affectation au Centre Marc Bloch. Mais, au final, j'ai peu travaillé sur ces questions-là.

Sur quoi as-tu alors réorienté ton travail de recherche ?

Il y avait une certaine effervescence au Centre Marc Bloch en 2019 autour des trente ans de la chute du mur. Le hasard a fait que j'ai retrouvé là-bas Guillaume Mouralis, chercheur au CNRS et Caroline Moine maîtresse de conférences en histoire à

l'UVSQ qui avaient comme moi travaillé sur l'Allemagne de l'Est pendant leurs thèses. Ensemble, nous avons mené un projet sur une manifestation, qui a eu lieu le 4 novembre 1989 à Berlin-Est sur l'Alexanderplatz, pendant la Révolution pacifique. Cette manifestation a été autorisée par le régime est-allemand et 26 orateurs, Allemands de l'Est, dont une majorité de gens de théâtre, ont pris la parole devant une foule estimée à près de 500 000 personnes. Le meeting filmé en direct, a été retransmis par la télévision Est-Allemande. Mais ce qui est intéressant dans cet événement, c'est que parmi les orateurs se côtoient des personnes qui sont proches du régime, ou même qui le représentent, et d'autres qui appartiennent aux mouvements d'opposition. C'est ce qui explique la place controversée qu'occupe le 4 novembre dans les mémoires de 89.

L'originalité de ce projet de recherche c'est aussi que nous étions associés à un auteur / metteur en scène Frédéric Barriera qui a monté une pièce franco-allemande sur cette manifestation (Utopia'89) et auprès de qui nous avons joué les conseillers scientifiques ! Nous allons publier cette année un ouvrage, en allemand, qui fait dialoguer ces regards scientifiques et artistiques sur le 4 novembre 1989.

En parallèle tu as développé d'autres projets ?

J'ai débuté un nouveau projet en 2020 qui porte sur l'ancienne frontière inter-allemande, qui séparait la RFA et la RDA. Ce projet, financé par le CIERA, et dénommé « un ciel toujours partagé » revisite deux monographies réalisées dans des villages ruraux de la Thuringe dans les années 1990[1]. L'idée est de savoir si un peu plus de 20 ans après la frontière est toujours aussi présente. Les résultats des dernières élections font apparaître des comportements électoraux très différents de part et d'autre de l'ancienne frontière. C'était le point de départ de ce projet que de comprendre cette différence entre des villages qui présentent pourtant des caractéristiques socio-démographiques et des niveaux d'emploi proches... C'est ce que ma collègue Béatrice von Hirschhausen désigne sous le terme de « frontière fantôme » c'est-à-dire une frontière qui a physiquement disparu, mais qui continue durablement d'infléchir les comportements. Et effectivement, dans les premiers entretiens que nous avons menés, elle est encore très présente et très thématisée, cette frontière entre l'Est et l'Ouest !

Et les nomenclatures, tu as définitivement abandonné ?

Non, je garde cette idée de travailler de façon plus approfondie sur les nomenclatures des professions en France et en Allemagne. Je le ferai un jour.

[1] Le premier village Kella a été visité par une anthropologue américaine Daphnée Berdahl dans son livre *Where the world ended*. Le second Gompertshausen avait été étudié par Valentine Meunier.

La recherche au Printemps

Histoire des activités sociales de La Poste depuis l'entre-deux-guerres jusqu'à nos jours : point d'étape sur l'avancement de la recherche,

Par Odile Join-Lambert, professeure des universités et Romain Trichereau, post-doctorant

Financée par la Direction nationale des activités sociales de La Poste (DNAS), cette recherche est constituée de deux études complémentaires. La première, débutée en novembre 2019, s'est achevée en février dernier. Elle porte sur l'évolution des différents aspects de l'organisation et de la gestion des activités sociales de La Poste depuis l'institution d'un « Service Social » décidée en 1931 par le ministère des PTT jusqu'à la réforme de 1990. Cette étude s'interroge sur la façon dont les PTT ont financé et orienté la gestion de leurs activités sociales et offre l'occasion de mieux saisir comment l'État employeur établit des compromis entre des exigences multiformes pour limiter les effets potentiellement dévastateurs tant des évolutions sociales que de la mobilité professionnelle et géographique, et *in fine* pour garantir la pérennité de l'ordre social. À la croisée de deux traditions scientifiques en histoire économique et en sociologie, cette première recherche entend contribuer à l'histoire de l'État et de la Fonction publique dans leurs liens avec le système de protection sociale. Elle est composée de plusieurs parties : l'évolution de l'organisation structurelle du service chargé de l'action sociale, le développement des moyens (budget social,

information et personnel : les assistant.e.s), l'hébergement des débutants et le logement du personnel. Ce travail repose à la fois sur le dépouillement d'archives inédites (Archives nationales, fonds documentaires des organisations syndicales, bibliothèque historique des postes et télécommunications) et sur des sources orales avec les principaux acteurs, gains de connaissances irremplaçables pour contribuer à l'histoire récente nous ayant permis d'obtenir des informations autres que l'écrit, malgré la diversité des sources, ne donnait pas.

À la demande de la DNAS, une nouvelle recherche sur l'histoire des Affaires sociales de l'entreprise La Poste à partir de la réforme de 1990 jusqu'à nos jours est en cours depuis le 1er mars 2021. S'inscrivant à la suite de la recherche précédente, elle pose notamment la question du passage des activités sociales de La Poste au Comité social et économique (CSE). Celle-ci, d'une durée de six mois, s'achèvera le 31 août 2021 et fera l'objet d'un nouveau rapport.

Partenaire : Le Comité pour l'Histoire de La Poste (CHP)

La recherche au Printemps

Une sociologie du télétravail ancrée dans les organisations

Par Gabrielle Schütz, maîtresse de conférences

Depuis la fin 2018, Gabrielle Schütz mène une recherche sur le télétravail. Après l'ouverture d'un premier terrain d'enquête, elle s'est associée avec François Sarfati (Centre Pierre Naville, UEVE) et a obtenu en 2019 un premier financement d'un an, puis un deuxième en 2020 pour un projet de deux ans intitulé « Télétravailler et après ? Devenir et effets post-crise du télétravail » (TAPCRISE – programme « Construire le monde de demain » de l'Université Paris Saclay).

Alors que le télétravail est souvent abordé sous l'angle très général de ses « avantages » et de ses « inconvénients » ou de ses impacts « positifs » et « négatifs », il s'agit de l'analyser au moyen d'enquêtes de terrain longitudinales et localisées, ancrées dans des contextes organisationnels précis, pour répondre plus particulièrement aux questions suivantes : quelles sont les conditions concrètes d'introduction du télétravail dans une organisation et quels en sont les enjeux ? Cette introduction reproduit-elle ou renouvelle-t-elle les inégalités entre salarié-es ? Quelles transformations organisationnelles et de l'activité l'introduction du télétravail accompagne-t-elle ou provoque-t-elle ?

Quels sont les effets du télétravail sur les relations de travail et les façons d'encadrer ? Quels sont ses effets sur les trajectoires professionnelles et les carrières ? Plus généralement, assiste-t-on avec le télétravail à une transformation des relations d'emploi et du salariat ?

Dans une perspective attentive au caractère genré des organisations, cette recherche entend également faire la part belle aux rapports sociaux de sexe, trop souvent absents des analyses sur le télétravail ou cantonnés à la question de l'articulation des temporalités professionnelles et privées. Deux principaux terrains sont actuellement investigués : une grande collectivité territoriale et un petit organisme de recherche et de formation ; un troisième est en cours de négociation, dans le secteur privé.

A paraître à l'automne 2021

Gabrielle Schütz (coord.), *Les organisations à l'épreuve du télétravail*, dossier de la revue *Sociologies pratiques* (n°43).

Les soutenances de thèse

Margareth Prado, « La naissance d'une politique sociale de prévention de la délinquance juvénile en Colombie (2006-2019) »

Thèse soutenue le 23 mars 2021, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Le conflit armé, le trafic de drogue et les bandes criminelles ont un impact sur le développement et les pratiques de la délinquance juvénile en Colombie. Cette thèse montre comment les jeunes sont instrumentalisés par les adultes dans les zones urbaines, où ils commettent des crimes dans une sorte de franchise et dans les zones rurales, les groupes armés recrutent des jeunes (volontaires ou forcés) comme main-d'œuvre pour les actions militaires. Dans cet amalgame, des politiques étatiques et institutionnelles de prévention de la délinquance juvénile de différentes natures sont nées et se sont développées. Le Code de l'Enfance et l'Adolescence (2006) marque un tournant complexe car les actions de prévention se déploient mais en intégrant le volet répressif. Les domaines couverts sont divers : socio-éducatif, quasi-carcéral, répressif, coercitif et incluent même, selon certaines typologies, le « nettoyage social » que les

groupes armés illégaux exercent dans leurs zones d'influence et de contrôle territorial. Ce développement complexe des réponses aux phénomènes de délinquance juvénile s'observe également dans le traitement juridique des jeunes qui ont commis des délits, et dans la définition du crime. En pratique en Colombie, la déviance n'est pas définie par l'acte criminel commis par le jeune, mais par le groupe avec lequel l'infraction est exécutée et la zone, urbaine ou rurale, dans laquelle les actes punissables sont perpétrés. De plus, entre la conception des lois et la mise en œuvre de politiques de prévention de la délinquance juvénile, on constate des retards et des processus trop longs. La recherche amène à conclure que, malgré les textes de lois et les dispositifs politiques et institutionnels, il n'y a pas de politique sociale de prévention de la délinquance juvénile en Colombie.

Les rapports de recherche



La violence sous protection. Expériences et parcours des jeunes récemment sortis de placement

Isabelle Lacroix, Sarra Chaïeb, Pascale Dietrich-Ragon, Isabelle Frechon
Avec la collaboration de Pascale Breugnot, Claire Ganne, Bernadette Tillard
Documents de travail, Ined, n° 263, 2021, 38 p



Vivre dans une résidence écoresponsable quand on est étudiant

Comoretto Géraldine
OVE Infos, juin 2021, n°44



Les organisations syndicales et les réseaux sociaux : Militants, activités et organisations aux prises avec les outils numériques

Marie Benedetto-Meyer, Laurent Willemez
Institut de Recherches Economiques et Sociales, avril 2021, 130 pages

Les publications

Sociologie du numérique au travail

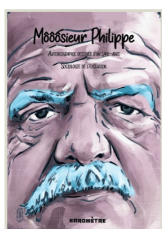


Comment évolue le travail aujourd'hui à l'heure du numérique ? Les espaces et les temps de travail se recomposent-ils ? Les salariés sont-ils plus autonomes grâce aux outils numériques ? Comment évoluent le rôle des managers et les modes d'organisation du travail ? Les sujets d'interrogations ne manquent pas concernant les mutations du travail en lien avec la diffusion des outils numériques, qu'il s'agisse de comprendre les transformations de l'activité des cadres, les mutations de

certains métiers (comme ceux, par exemple, de la vente, du secrétariat ou de la formation), ou de certaines fonctions comme la GRH, le marketing ou le travail de conception en bureau d'étude. A travers des données récentes, l'ouvrage montre l'ambivalence des effets du numérique sur les organisations et les tensions qu'elle génère en matière de travail, entre autonomie et contrôle, nouveaux collectifs et isolement, injonction à collaborer et responsabilisation individuelle.

Marie Benedetto-Meyer, Anca Boboc, Sociologie du numérique au travail, Armand Colin, 2021, 240 pages

Môôôseur Philippe - Fragments de vie avant le sans-abrisme - Sociologie de l'exclusion



Cette histoire est celle de Philippe, sans-domicile fixe depuis plusieurs années. Lui que les éboueurs-euses ont découvert dans une poubelle quelques jours après sa naissance. Lui qui a plusieurs vies en une. Lui qui est devenu la coqueluche d'un quartier parisien, s'est trouvé en fauteuil roulant, et maintenant, remarque et repisse droit. Illustrer ses mots et son récit permet de faire caméra embarquée dans la vie d'un homme, lier passé et présent, mais aussi comprendre son courage, son dégoût, ses désirs et sa souffrance.

Au travers du parcours de Philippe, il s'agit de mettre en lumière toute une classe sociale que la société capitaliste tend à rendre invisible. Voir que dans chacune de nos rues (sur)vivent des gens qu'on ne connaît pas : acteurs·trices méconnus-es qui demandent si peu et parfois donnent tout, y compris leur vie. Ce court récit *autobio-graphique*

est prolongé par une étude sociologique qui développe les thématiques principales dégagées par la vie de Philippe. Une mise en contexte objective qui permet de mieux appréhender le phénomène d'exclusion et confronter certaines des idées reçues. Replacer l'individuel dans l'universel, tel est l'objectif de cet ouvrage inédit par sa forme et son contenu. C'est aussi le moment d'évoquer le lien social, ce fameux tissu dont on parle tout le temps, mais qu'on n'arrive plus à définir ou à retrouver et dont on sent qu'il se déchire.

Ce lien qui se perd à force d'individus tournés sur eux-mêmes, pris dans la spirale consumériste. On reconnaît la maturité d'une société à la façon dont elle traite ses indigents·tes. L'histoire de Philippe dévoile ce fait social, alors écoutons-le.

Philippe Le Cloerec, Marie Loison et Berk Senturk, Môôôseur Philippe - Fragments de vie avant le sans-abrisme - Sociologie de l'exclusion, Editions Baromètre, 2021, 120 pages

Sociologia política da ação pública : teorias, abordagens e conceitos



Esta obra é fruto de uma série de discussões entre os organizadores e um grupo de pesquisadores brasileiros e franceses, iniciada após a constatação da ausência de um texto de referência no Brasil para estimular a reflexão e o uso das abordagens da sociologia da ação pública. O objetivo deste texto é introduzir as perspectivas francesas para a análise de políticas públicas à comunidade de pessoas interessadas no assunto. Trata-se de um livro que aspira a servir para públicos variados, como acadêmicos, pesquisadores, funcionários do governo e de organizações não governamentais, do setor privado, jornalistas, estudantes ou cidadãos interessados sobre o tema.

Cet ouvrage est le résultat d'une série de discussions entre les auteurs et un groupe de chercheurs brésiliens et français, initiées après avoir constaté l'absence d'un texte de référence au Brésil sur la réflexion et l'utilisation des approches de la sociologie de l'action publique. L'objectif de cet ouvrage est de présenter les perspectives françaises d'analyse des politiques publiques aux personnes intéressées par le sujet. Il s'agit d'un livre qui aspire à servir des publics variés, tels que les universitaires, les chercheurs, les organisations gouvernementales et non gouvernementales, le secteur privé, les journalistes, les étudiants ou les citoyens intéressés par le sujet.

Osmany Porto de Oliveira, Patrick Hassenteufel, Sociologia política da ação pública : teorias, abordagens e conceitos, Editions Escola Nacional de Administração Pública (Enap), 2021, 461 pages (Téléchargement gratuit)

Directeur de la publication : Laurent Willemez
Equipe de rédaction : Ivan Chupin, Matthieu Hély,
Paul Moutard-Martin, Marie Sommier
Conception graphique et réalisation : Carine Bourlard